

Brochure n° 3280

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES CEMENTS

IDCC : 832. – **Ouvriers**

IDCC : 833. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM)**

IDCC : 363. – **Cadres**

AVENANT DU 30 AVRIL 2009

RELATIF AUX SALAIRES ET À LA PRIME DE VACANCES

NOR : *ASET0950654M*

IDCC : *363, 833*

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont décidé de se réunir afin d'augmenter le point 100 de la profession et la prime de vacances, ainsi que pour déterminer, dans le même esprit que ce qui avait été fait avec l'accord du 20 février 1974 sur la structure des salaires, des coefficients qui, s'appliquant aux salaires mensuels de base, permettront de définir les salaires mensuels garantis.

Cet accord met donc un terme à l'existence des montants additionnels, tels qu'ils avaient été mis en place par l'accord du 31 mars 2008.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 2231-1 et L. 2231-3 du code du travail, s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments.

Le présent avenant s'appliquera sans préjudice des dispositions légales, et notamment des articles L. 2241-1, L. 3232-1 et L. 3232-3 du code du travail.

Article 2

Revalorisation du point 100 de la profession

La valeur du point 100 de la profession, telle que visée à l'article 3 de la convention collective nationale du personnel ouvrier et du personnel ETDAM du 2 février 1976 et à l'article 6 de l'annexe « Classifications et appointements » de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres du 5 juillet 1963, sera portée à 4,620 €, soit une revalorisation de 1,5 % par rapport à la dernière valeur connue du point 100 de la profession.

Article 3

Prime de vacances

Le montant de la prime de vacances telle que visée aux articles 10 (convention collective nationale du personnel ouvrier) et 9 (convention collective nationale du personnel ETDAM) est porté à 711 €.

Article 4

Détermination des coefficients de correspondance « C »

Les parties conviennent de mettre en place des coefficients minima de correspondance « C » ayant vocation à s'appliquer aux salaires mensuels de base conventionnels afin de définir les salaires mensuels garantis conventionnels.

COEFFICIENT	COEFFICIENT DE CORRESPONDANCE « C »
140	1,3475
150	1,2672
160	1,1969
170	1,1348
180	1,0797
190	1,0432
205	1,0440
215	1,0432
225	1,0452
235	1,0451
245	1,0471
255	1,0471
270	1,0463
290	1,0472
310	1,0502
335	1,0502
360	1,0562

Article 5

Prime de 13^e mois

Les parties décident que la prime de 13^e mois dont bénéficient les personnels ouvrier et ETDAM, aujourd'hui égale aux « appointements mensuels de

base du mois de paiement » va évoluer pour correspondre à terme, après plusieurs paliers successifs, au salaire mensuel garanti conventionnel du coefficient hiérarchique de l'intéressé.

Il y aura 3 paliers successifs, d'un tiers chacun, qui entreront en vigueur à chaque fois que les partenaires sociaux l'auront décidé.

Au titre de cette année, le calcul s'effectuera comme suit :

Prime de 13^e mois = salaire mensuel de base + 1/3 de la différence entre le salaire mensuel garanti et le salaire mensuel de base.

Article 6

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Les partenaires sociaux s'engagent à poursuivre la négociation sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes qui a débuté le 11 décembre 2008 et dont la prochaine réunion se tiendra le 20 mai 2009.

Article 7

Révision et dénonciation

Le présent accord a un caractère impératif.

L'avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 8

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent.

Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les parties signataires.

Conformément aux termes de l'article L. 2261-3 du code du travail, cette adhésion fera l'objet d'un dépôt dans les conditions fixées par l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 9

Notification de l'accord

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Article 10

Dépôt, entrée en vigueur et extension

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et sera déposé conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail en vue de son extension.

Cet accord est à durée indéterminée. Ses dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} mai 2009.

Fait à Paris, le 30 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat français de l'industrie cimentière.

Syndicats de salariés :

Fédération construction et bois CFDT ;

Fédération générale des travailleurs du bâtiment, des travaux publics, du bois, des carrières, des matériaux de construction, du papier-carton, de la céramique, de l'exploitation thermique FO.

ANNEXE

Salaires minima mensuels applicables au 1^{er} mai 2009

Point 100 : 4,620 €.

Prime de vacances : 711 €.

(En euros.)

COEFFICIENT hiérarchique	SALAIRE MENSUEL base CCN (1)	COEFFICIENT DE correspondance « C » (2)	SALAIRE MENSUEL garanti (3)	PRIME de 13 ^e mois (4)
	1	2	3	4
140	984,75	1,3476	1 327,05	1 098,85
150	1 055,09	1,2672	1 337,01	1 149,06
160	1 125,43	1,1969	1 347,03	1 199,30
170	1 195,77	1,1348	1 356,96	1 249,50
180	1 266,11	1,0797	1 367,02	1 299,75
190	1 336,45	1,0432	1 394,18	1 355,69
205	1 441,96	1,0440	1 505,41	1 463,11
215	1 512,30	1,0432	1 577,63	1 534,08
225	1 582,64	1,0452	1 654,18	1 606,49
235	1 652,98	1,0451	1 727,53	1 677,83
245	1 723,32	1,0471	1 804,49	1 750,38
255	1 793,66	1,0471	1 878,14	1 821,82
270	1 899,17	1,0463	1 987,10	1 928,48
290	2 039,85	1,0472	2 136,13	2 071,94
310	2 180,52	1,0502	2 289,98	2 217,01
335	2 356,37	1,0502	2 474,66	2 395,80
360	2 532,22	1,0562	2 674,53	2 579,66
(1) Coefficient hiérarchique x horaire de référence (152,25 h) x valeur du point 100/100. (2) Coefficient de correspondance « C » (3) Salaire mensuel de base x coefficient de correspondance « C ». (4) (salaire mensuel garanti – salaire mensuel de base) divisé par 3 + salaire mensuel de base.				